



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article903>

# La Bolivie, entre pressions internationales et revendications du mouvement populaire

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -  
Date de mise en ligne : lundi 27 octobre 2003

## Description :

La Bolivie a vécu des événements dramatiques. Plusieurs semaines de mobilisation ont coûté la vie à 77 personnes et 200 000 ont envahi les rues de La Paz, provoquant le départ du président Gonzalo Sanchez de Lozada, l'arrêt des exportations du gaz naturel et un questionnement sur les bases des politiques actuelles. Expression du ras-le-bol de la population, la commotion sociale a des racines dans les événements des dernières années.

---

**Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés**

---

**La Bolivie a vécu des événements dramatiques. Plusieurs semaines de mobilisation ont coûté la vie à 77 personnes et 200 000 ont envahi les rues de La Paz, provoquant le départ du président Gonzalo Sanchez de Lozada, l'arrêt des exportations du gaz naturel et un questionnement sur les bases des politiques actuelles. Expression du ras-le-bol de la population, la commotion sociale a des racines dans les événements des dernières années.**

Ces racines se trouvent dans la pauvreté de la majorité de la population. Ainsi, la mortalité infantile est de 116 enfants par mille, alors qu'au Canada elle est de 5 par mille. Au-delà des chiffres, il y a la souffrance des familles de ces morts silencieuses, mais non moins réelles. Les emplois sont rares dans les villes où vit plus de 60 % de la population. Les paysans survivent avec de maigres recettes de la vente de leurs produits. Ainsi, 25 % de la population des villes survit avec moins de 80 cents par jour et dans les zones rurales, la majorité vit avec moins de 60 cents.

En 1996, lors de son premier mandat, Sanchez de Lozada a proposé de résoudre la crise par la "capitalisation" des entreprises étatiques, qui est une privatisation avec participation minoritaire de l'État. Les entreprises capitalisées devaient investir au pays, créer des emplois et rapporter plus d'impôts. Cinq ans plus tard, le constat d'échec est flagrant, le gouvernement a dû admettre que le montant d'impôt payé par les industries "capitalisées" est similaire à celui qui était versé dans la période où elles appartenaient à l'État, les services offerts par ces entreprises se sont détériorés et les nouveaux investissements ne se sont pas concrétisés. Par contre, les profits des compagnies privées en Bolivie se chiffrent à six dollars par dollar investi, le double du profit effectué dans les autres pays latino-américains.

Dans ce contexte, lors des élections de 2002, Sanchez de Lozada a reçu 22 % des suffrages. Pour former le gouvernement, il a dû négocier la constitution d'une coalition assez instable avec des partis politiques du centre et de la droite. La coalition s'est distribuée les ministères, mais les luttes pour les postes entre des factions politiques ont monopolisé et paralysé le gouvernement.

D'autres points de tension ont pris de l'ampleur par la suite soit : l'élimination des plantations de coca, l'incapacité du gouvernement à répondre aux revendications des mouvements indiens et dernièrement, la proposition d'exportation du gaz à des conditions très peu favorables pour le pays.

Ainsi, l'élimination des plantations de cocaïers a provoqué des actions de résistance de la part des "cocaleros", dont les revenus diminuaient considérablement malgré l'implantation de cultures alternatives. Leur dirigeant, Evo Morales, élu au Parlement avec 20,9 % des voix, a été un des principaux acteurs de la récente mobilisation.

Le manque de réponse aux revendications des mouvements indiens a profondément irrité leurs dirigeants. Felipe Quispe, lui aussi élu au Parlement, a déclaré que les parlementaires "chauffaient leur siège" au lieu de discuter des vrais problèmes. Quispe avait négocié un accord en 72 points avec le gouvernement, dont l'accession des indiens à la sécurité sociale, et la révision de la loi d'octroi de terres afin d'inclure la propriété du sous-sol et de l'eau, actuellement considérés patrimoine de l'État. Aux dernières nouvelles, à peine cinq points avaient été en voie d'être appliqués.

Dans ce climat de méfiance quant à la volonté politique du gouvernement, et d'irritation face à sa lenteur, l'annonce des conditions de la vente du gaz a fait déborder le vase. Les Boliviens se voyaient, une fois de plus, condamnés à jouer l'éternel rôle de fournisseur de matières premières sans possibilités de se développer.

L'exaspération a mené non seulement à la démission et à la fuite du président, mais aussi à un processus où la population réclame le droit de parole dans les décisions stratégiques qui concernent le pays. Les mouvements populaires demandent l'abolition de la loi d'hydrocarbures, la révision complète de la constitution par une

Constituante qui permettrait la participation directe des citoyens, ainsi que des conditions qui encadrent la privatisation des entreprises étatiques. Le témoignage d'une résidente d'un quartier populaire de La Paz résume ce que les indiens pensent : Nous devons décider quelles sont les règles du jeu (pour les compagnies) dans notre pays".

L'avenir est incertain. Les cartes sont sur la table et le défi qui attend le cabinet présidentiel est énorme. Ses membres sont de professionnels réputés qui devront mettre de l'avant les moyens nécessaires pour répondre aux mouvements sociaux.

En dépit de la compréhension que le président Mesa semble avoir de la conjoncture actuelle, il lui sera difficile de trouver des solutions rapides, et cela sans s'égarer, car les indiens restent vigilants. De plus, les pressions internationales pour empêcher la révision des règles et le retrait de la Bolivie de l'ALEA (Accord de libre-échange des Amériques) sont très fortes. Pour l'instant, Mesa a annoncé la révision du taux d'imposition sur les hydrocarbures et il a reconnu la légitimité politique des dirigeants populaires, jetant ainsi les ponts pour un dialogue. S'agit-il d'un compromis pour plaire aux mouvements populaires ou d'une véritable volonté politique ? On ne le sait pas encore. Un résident de El Alto, résume ainsi les attentes : "Mesa, doit gouverner pour nous (...) ou je ne sais pas ce que l'on fera pour que (la situation) change une fois pour toutes"

*Post-scriptum :*

*Ana María Seifert est ergonome, Marcelo Saavedra est communicateur, Roxana Paniagua est sociologue.*